

ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA CULTURE AU MAROC #2

الملتقى العام حول الثقافة بالمغرب #2

ⵎⴰⵔⴻⵎ ⵎⴰⵔⴻⵎ ⵎⴰⵔⴻⵎ ⵎⴰⵔⴻⵎ #2

10 - 11 - 12
NOVEMBRE 2016
نونبر 2016

F L B A T T O I R
فالباطوار

10^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE
THÉÂTRE NOMADE
العيد ميلاد العاشر
للمسرح الرحال



Entre
lignes



**RÉSUMÉ DES ATELIERS
EGC2#**



• **ATELIER 1 : Les États Généraux de la Culture - Une action pilote pour l'Afrique et le Moyen-Orient**

- **Coordination :** Dounia Benslimane / Adel Essaadani (*Racines*)

- **Pays participants :** Liban, Tunisie, France, Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Rwanda, Palestine, Danemark, Égypte, Turquie, Gabon.

“À sa création, et depuis qu'elle s'est engagée dans le processus des États Généraux de la Culture (EGC), Racines a constaté la similarité des contextes dans les pays du Sud, notamment en termes de politiques culturelles.

Ainsi, ce constat s'est vérifié, au fur et à mesure des échanges avec les acteurs culturels africains, arabes et méditerranéens. Nous avons ainsi souhaité partager notre expérience, avec nos partenaires de Mauritanie, Tunisie, Sénégal, Rwanda, Mali, Gabon, Burundi, Zimbabwe, Burkina Faso, Égypte, Liban, Palestine et Turquie, afin de faire le

plaidoyer pour les politiques culturelles adaptées à nos contextes et portées par la société civile.”

L'objectif de cet atelier consiste à partager la méthodologie des EGC avec des acteurs culturels et des organisations de la société civile des pays mentionnés ci-dessus. L'idée des EGC est de produire des outils permettant la plaidoyer pour la mise en place des politiques culturelles dans les pays participants, leur évaluation et pour proposer, régulièrement, des recommandations pour leur ajustement.

La démarche des EGC a consisté en différentes étapes :

- Réaliser la cartographie www.artmap.ma : base de données de 18 disciplines artistiques au Maroc et dans la diaspora, avec plusieurs critères de recherche (type de structures, type de lieux, lieux de création, diffusion ou formation, localisation géographique....) ainsi que la possibilité d'éditer des statistiques culturelles. C'est un outil d'aide à la décision pour l'aménagement culturel du territoire et la mise en relation des professionnels.
- Réaliser plusieurs études transversales sur la gouvernance culturelle, le financement, la diversité culturelle, la formation et l'éducation, les industries créatives, le rayonnement et l'exportation des produits culturels...
- Organiser des rencontres avec les professionnels et acteurs dans chaque filière ainsi qu'avec les publics pour faire l'état des lieux des disciplines et évaluer les attentes et besoins du public.

- Réaliser une enquête nationale sur les pratiques culturelles des Marocains, notamment sur les pratiques amateurs, la consommation culturelle et la sociabilisation.

Les participants ont ensuite partagé les contextes de leurs pays, similaires à celui du Maroc en termes de défaillance de la chaîne des politiques culturelles: manque d'éducation artistique et populaire, manque d'infrastructures, manque de financement public et de visibilité, et absence d'inventaire en amont.

Les principales recommandations issues de l'atelier sont :

- Explorer les pistes de coopération régionale sur la question des politiques culturelles, à travers la mise en place d'un réseau efficace de partage d'expérience et d'entraide
- Développer des mécanismes tel que celui de l'UPR (Universal Periodic Report), relatif à l'évaluation des politiques culturelles et à la liberté d'expression artistique, permettant d'interpeler les Etats et les incitant à mettre en place des réformes concrètes au niveau de ces deux thématiques.

• ATELIER 2 : La gestion de la culture ... L'enjeu des compétences

Modératrice: Manuèle Debrinay-Rizos : Praticienne et formatrice auprès de plusieurs instituts et universités.

- Intervenants: Mohamed Boubbo et Ijjou Cheikh Moussa : Enseignants



“Le secteur culturel au Maroc est riche et foisonnant. Des lieux culturels, institutionnels ou privés, ouvrent et permettent la production et la diffusion de la création artistique. De nombreux festivals maillent le territoire qui réunissent artistes marocains et internationaux. Est-ce que le secteur culturel optimise ce contexte? Est-ce que toutes les compétences sont réunies pour gérer et administrer la culture dans le secteur public et dans le secteur privé? Pour tenir toute sa place, le secteur culturel doit créer les conditions de sa reconnaissance pleine et entière qui passe par la professionnalisation de tous les acteurs impliqués dans la chaîne de création, de production et de diffusion.”

Cet atelier s'adresse aux artistes, aux administrateurs, aux médiateurs, aux responsables d'institutions, aux organismes et institutions de formation... Il a pour objectif de questionner l'adéquation ou l'inadéquation entre les formations, les métiers et les besoins du terrain.”

L'objectif de cet atelier est de discuter des pistes qui permettraient de développer des compétences spécifiques au secteur culturel marocain. Cela permettra aux établissements de former des professionnels capables de créer des structures culturelles efficaces et d'accompagner la mise en place d'une politique culturelle de développement cohérente.

Cet atelier s'inscrit dans un programme de MedCulture, réalisé entre le Liban, la Tunisie et le Maroc, et consistant à définir un référentiel des métiers du management culturel tout en respectant les spécificités du contexte marocain. Pour ce faire, il est nécessaire d'amorcer un dialogue avec les opérateurs dans le secteur. Ce n'est qu'à travers une étude approfondie de l'existant et des besoins, que des recommandations pertinentes pourront s'en dégager. L'avantage de cette démarche est de prendre en compte les spécificités du marché marocain plutôt que de définir des cursus figés préétablis qui ne sauraient répondre aux besoins réels.

Le management culturel doit devenir un domaine à part entière dans nos établissements de formation, mais cela reste insuffisant. Une initiation à l'art et à la culture doit être introduite dès les premières années d'école.

• **ATELIER 3 : Liberté d'expression et de création artistique - Élaboration d'un plaidoyer efficace**

Coordination : Dounia Benslimane (Racines)/ Magnus Ag (Freemuse)

“Racines et Freemuse ont soumis, le 2016/09/22, un rapport conjoint, dans le cadre du 3ème cycle de l'Examen Périodique Universel du Maroc, prévu en mai 2017 à Genève. Il s'agit du mécanisme officiel des Nations Unies pour l'examen des dossiers des Etats membres concernant les droits humains. Les deux organisations ont jugé pertinent de partager leur travail de recherche, de collecte de cas, de plaider et de campagne avec les participants aux Etats Généraux de la Culture, afin de leur permettre de mieux appréhender l'état des lieux de la liberté de création artistique dans leurs régions et d'acquérir les outils d'élaboration d'un plaidoyer efficace pour la liberté de création.”

L'objectif de l'atelier était de présenter :

- L'état des lieux de la liberté d'expression artistique et les statistiques mondiales concernant les différentes violations de cette liberté, réalisées et monitorées par Freemuse
- Les différentes modalités d'intervention de Freemuse dans le cadre du plaidoyer pour les droits et les libertés artistiques.



- Le processus de l'UPR (Universal Periodic Report), en tant que mécanisme officiel des Nations unies pour l'examen des dossiers des États membres concernant les droits humains.
- Les différents outils de plaidoyer et de campagne pour les droits des artistes et la liberté d'expression

Les participants représentant différents pays dans l'atelier (Burundi, Gabon, Tunisie, Mali, Sénégal, Maroc, Égypte, Turquie, Burkina Faso, Palestine et Rwanda) ont partagé la situation de la censure et de la liberté de création dans leurs pays respectifs, ainsi que les cas de censure et de violation de la liberté d'expression répertoriés ainsi que les moyens, « officiels » ou détournés, utilisés par les États et les institutions pour museler la création artistique.

Les participants ont identifié trois niveaux de plaidoyer :

- Pour traiter les cas urgents, où les artistes sont menacés et/ou en danger : mobilisation de la communauté artistique nationale et internationale, accompagnement juridique, psychologique et financier de l'artiste, extraction et mise à l'abri (exil, safe heavens...)
- Pour assurer un plaidoyer auprès des États, des institutions, des journalistes, des artistes et des professionnels de la culture : campagne d'information et de sensibilisation, formation des acteurs concernés,
- Pour assurer un plaidoyer auprès des instances internationales : rôle de la société civile par le processus de l'UPR



•ATELIER 4 : Incubateur de structures culturelles – Accompagnement et professionnalisation de l'entrepreneuriat culturel

- Coordination : Mehdi Azdem (Racines – Racines Carrées)/ Ferdinand Richard (AMI - Dynamo)

“AMI (Association Aide aux Musiques Innovatrices-Marseille), SAMRO Foundation (Johannesburg), Association Shams (Beyrouth) et Racines (Casablanca), collaborent depuis peu dans le cadre du réseau INCUBINC, afin de développer, dans leurs territoires respectifs, un incubateur destiné à accompagner les structures culturelles dans leur processus de professionnalisation et de maturation, chacun selon les spécificités et les besoins de son écosystème : marché, gouvernance, développement, réseau... En outre, les partenaires mettent en place des actions communes, permettant d'échanger les expertises de leurs équipes et de s'immerger dans d'autres réalités professionnelles. Lors de cet atelier, ils souhaitent partager

avec les acteurs marocains et identifier ensemble les potentiels, les défis et les opportunités en terme de viabilité économique des professionnels de la culture.”

Cet atelier est une continuité des réunions tenues en 2015 et 2016 par les membres du réseau INCUBINC. INCUBINC vise à devenir un réseau d'incubateurs entre différents pays : Maroc - Casablanca (Racines), France - Marseille (AMI - Aide aux Musiques Innovatrices), Liban - Beyrouth (Shams) et l'Afrique du Sud (SAMRO Foundation). L'objectif de cet atelier était de discuter, en présence de quelques invités marocains, des pratiques des différents incubateurs, notamment dans le contexte marocain, et de tenter d'en tirer des recommandations.

Une question paraissait capitale pour l'ensemble des incubateurs présents: quels critères pour la sélection des structures accompagnées? Des outils de diagnostic communs pourraient être développés par le réseau INCUBINC afin de donner à tous toutes les chances de réussir.

Les participants à l'atelier ont mis l'accent sur la nécessité de mettre en place une démarche de recherche continue pour améliorer le modèle d'incubation à travers un rattachement aux instituts de recherche et un travail de synthèse de ces travaux. L'un des sujets intéressants est celui de la valeur ajoutée créative, qui pourrait être utile lors de la présentation d'un projet ou dans la recherche de soutien et de financement.





• Rencontre : “Fnanates F’lbattoir” - Jeunes Femmes pour la Démocratie

La rencontre «Fnanates F’lbattoir» s’est déroulée samedi 12 Novembre à 11h, avec la participation de 35 personnes, et les intervenantes suivantes: **Naima Zitane, Fatima Ifriqui, Hajar Elhamidi et Fatym Elayachi** .

Le débat portait sur la situation des femmes artistes au Maroc, les difficultés auxquelles elles font face et leur évolution.

Les intervenantes ont évoqué les difficultés relatives à la pression sociale : stéréotypes, préjugés et combat quotidien pour démontrer que la femme a le droit à la liberté de choix dans sa vie, dont le choix d’être artiste .

Le débat a également porté sur rôle de l’art dans la lutte pour l’égalité et l’importance des outils artistiques et culturels dans la sensibilisation et l’éducation aux droits des femmes et au respect de la diversité .

Behance Portfolio Reviews 10#

Behance Morocco est la plus grande communauté créative du Maroc. Elle fait partie des communautés gérées par le collectif MadNess, qui a décidé d’organiser l’événement phare de cette communauté pendant les États Généraux de la Culture.

La version marocaine du “portfolio reviews” est un peu différente de celle des autres pays. Au-delà de la présentation des portfolios, la communauté organise des talks et des débats autour du design et des industries créatives en général.

Cette édition était très réussie, et selon les participants, c’était la meilleure, avec une présence de 50 personnes et des pitch d’entreprises sociales déjà élaborées à travers un autre projet réalisé par MadNess, en collaboration avec Hivos et Moroccan-Cise.

En bref, la rencontre a permis aux créatifs de présenter des projets d’entreprises, des projets personnels qui leur ont permis de prendre de grandes décisions.



FEED-BACK DES PARTICIPANTS



Fatin Farhat

Fondatrice et co-directrice de l'Observatoire Palestinien des Politiques Culturelles / Palestine

“C’était un honneur pour moi de participer à la 2ème édition des États Généraux de la Culture organisés par Racines. J’étais très motivée par la rigueur, patience et implication à long terme de Racines, chose qui n’existe pas en Palestine même en ayant un mouvement de la société civile très fort, actif et indépendant dans le pays.

Le processus des politiques culturelles nationales en Palestine a été mené par le gouvernement, et non par la société civile, ce qui constitue un handicap majeur. Ceci est dû au fait que la constitution est récente. Le ministère de la culture a été constitué en 1994, et l’UNESCO a été très active dans ce sens. Elle a fourni du soutien technique et le renforcement des capacités à cette nouvelle structure.

Sur le plan politique, l’État de Palestine a déjà produit trois stratégies culturelles nationales depuis sa constitution moderne. Le contenu, la méthodologie et l’impact de ces stratégies sont variables. En 2004, le Conseil Suprême pour l’éducation et la Culture (PLO) a développé

le Plan Stratégique National pour la Culture Palestinienne, en coordination avec le ministère de la Culture.

En 2010, le ministère a complété le plan stratégique pour le secteur culturel -2011 2013.

Il est extrêmement nécessaire pour la société civile de lancer le processus de mise en place de politiques culturelles, où toutes les parties prenantes sont impliquées, afin que les priorités nationales dans le secteurs culturel soient considérées et évaluées collectivement.

Je pense qu’il serait important pour les institutionnels en Palestine d’organiser un atelier commun avec Racines relatif à : la collecte de données, les enquêtes publiques et la participation des citoyens. L’atelier pourrait être organisé en collaboration avec l’UNESCO et le ministère de la Culture, avec une sélection de participants travaillant sur les politiques culturelles.



Idrissa Zorom

Ministère des arts et de la culture / Burkina Faso

Nous avons participé au premier atelier : “Les Etats Généraux de la Culture au

Maroc, une action pilote pour l'Afrique et le moyen orient » et à l'atelier sur la « Liberté de création et d'expression artistique ». Nous avons également assisté aux rencontres sur la Fabrique culturelle des anciens abattoirs de Casablanca et sur l'évaluation des politiques culturelles au Maroc.

Les conclusions émises lors de la première édition des Etats Généraux ont permis d'entreprendre d'autres actions, notamment l'enquête statistique sur les pratiques culturelles des Marocains, qui me semble très intéressante, et le devenir statutaire de la Fabrique des anciens abattoirs de Casablanca.

Nous avons pu découvrir les produits culturels et artistiques des organisations marocaines venues de tout le Maroc pour participer à la 2ème édition des Etats Généraux. Ce fût aussi une occasion pour découvrir les artistes et groupes artistiques, notamment le Théâtre Nomade qui a fêté son 10ème anniversaire.

Les principaux enseignements portent sur :

1. La portée véritable des politiques culturelles dites nationale. En effet, les débats et échanges ont révélé qu'en réalité les politiques culturelles sont fondamentalement des politiques ministérielles voir sectorielles. Elles n'ont véritablement pas le rang de politiques nationales car la transversalité n'est pas assurée ce qui entraine une faible appropriation des enjeux et défis par les autres départements ministériels ainsi qu'une insuffisance de coordination dans

les interventions publiques.

2. Un des objectifs principaux à viser par les politiques culturelles serait la construction de la citoyenneté, l'éducation artistique et culturelle généralisée et la formation.

3. La convergence du monde de la culture et des arts du Maroc sur la nécessité du développement culturel et artistique. Les états généraux ont constitué un espace démocratique, ouverts aux créateurs et à la population. Les politiques à travers le ministre chargé de la culture du maroc sont venus défendre leur bilan et échanger avec les acteurs culturels sur les perspectives de structuration.

4. L'association Racines a démontré ce que la société civile culturelle et artistique peut apporter comme réponse aux questions de développement. Les initiatives de l'association sont à soutenir fortement et a partager aux reste du continent africain.

5. Au Burkina Faso, nous échangeons avec les organisations faitières de la culture et des arts en vue d'envisager la prise en compte du model de Racines. La culture et les arts ne devront pas constituer un monopole des acteurs et des institutions publiques, une implication forte de la société civile participerait fortement à l'atteinte des objectifs partagés de développement culturel.



Joshua Nyapimbi

Fondateur et directeur exécutif de Nhimbe Trust/ Zimbabwe

Suite à sa participation à l'atelier 1, Joshua a partagé avec Racines deux documents importants :

- *Zimbabwe creative civil society's strategy in the formulation of plan of action for arts and culture : ce document explique le contexte du secteur culturel zimbabwéen, fait l'état des lieux des arts et de la culture au Zimbabwe et propose un plan d'action, élaboré par la société civile du secteur créatif pour la mise en place d'une politique culturelle efficiente.*
- *Culture Action Africa: il s'agit d'une note conceptuelle pour la création d'un Think Tank et pour la mise en place d'une structure oeuvrant dans le secteur culturel africain à travers de la recherche, des débats, des études, des formations...*



Mohamed Benslama

L'Observatoire Culturel Tunisien / Tunisie

J'ai participé à la seconde édition des États Généraux de la Culture au Maroc, organisée en Novembre dernier (10 au 2016/11/12). La société civile dispose d'une immense capacité à développer des stratégies et des modèles en termes de politiques culturelles participatives, sur la base d'un management efficace des ressources humaines. Le modèle de Racines peut être reproduit en Tunisie, à travers la base de données en ligne, le mapping des acteurs culturels et l'enquête sur les pratiques culturelles des Marocains.

La seconde édition des États Généraux de la Culture a pris en considération l'importance d'un réseau international entre les pays de l'Afrique et du Moyen-Orient, en insistant sur le besoin de développer un réseau international entre différents pays, ayant différents contextes en termes de politiques culturelles, afin de promouvoir l'échange d'expérience entre les artistes, les institutionnels et la société civile.

Quant à l'apport de la conférence, nous sommes en cours de rédaction d'un article relatif à la société civile, comme force motrice

de recommandations pour les politiques culturelles, en se focalisant sur l'expérience de Racines au Maroc et sur les États Généraux de la Culture.

La seconde édition des États Généraux de la Culture a poussé notre organisation (L'observatoire Culturel Tunisien) à revoir sa stratégie liée à l'évaluation des politiques culturelles. Une enquête sur les pratiques culturelles des Tunisiens constitue une première étape pour nous, avant d'entamer le mapping des acteurs et infrastructures culturelles dans nos pays.

En dépit de la différence des contextes, nous croyons fermement que le processus de changement du secteur culturel Marocain est similaire à celui en Tunisie.

En plus de l'aspiration à faire évoluer la culture à travers la société civile et la structuration de l'institution gouvernementale chargée de la culture, elle-même fortement imprégnée du modèle Français, ce qui constitue une preuve de la similarité des contextes, et nécessite beaucoup de futurs échanges. L'année 2017 sera décisive en terme de réflexion sur les politiques culturelles participatives menées par la société civile et le gouvernement. L'Observatoire Culturel vise à proposer des recommandations pratiques et concrètes, à travers le networking, les enquêtes, le mapping, l'identification des recommandations sectorielles et régionales et le plaidoyer à partir de recommandations identifiées, à partager avec le gouvernement.

